

## MADAGASCAR : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

### Les indicateurs économiques

Pour les dernières mises à jour sur les principales réponses économiques des gouvernements pour faire face à l'impact économique de la pandémie COVID-19, veuillez consulter la plateforme de suivi des politiques du FMI "Policy Responses to COVID-19".

Malgré sa richesse en ressources naturelles, Madagascar fait partie des pays les plus pauvres du monde. L'instabilité politique, la faiblesse des institutions et la mauvaise gouvernance ont été des obstacles à la croissance économique du pays. Après la récession induite par la pandémie de COVID-19 en 2020, la croissance économique a rebondi à 4,3 % en 2021 et 4,2 % en 2022 (FMI). Selon les prévisions du FMI, la croissance du PIB devrait encore s'accélérer pour atteindre 5,2 % en 2023 et 2024, tirée par les prix élevés du nickel, du cobalt, des clous de girofle et de la vanille, la consommation et l'augmentation des dépenses en capital (Coface). Les facteurs de risque qui peuvent affecter la croissance comprennent la fragilité sociale, les déséquilibres budgétaires et la vulnérabilité aux chocs extérieurs.

Après avoir connu l'une des pires récessions de son histoire en raison de la pandémie de Covid-19, l'économie malgache s'est lentement redressée en 2021-22. La fragilité du pays a été aggravée par de multiples chocs climatiques (plusieurs tempêtes et une sécheresse) ainsi que par les pressions inflationnistes liées à la guerre en Ukraine. Ces dernières ont entraîné une augmentation de la facture des importations, une reprise tardive du secteur touristique et une moindre demande à l'export (Coface). L'inflation est passée de 5,8 % en 2021 à 9,8 % en 2022, et elle devrait rester élevée en 2023 (8 %) et 2024 (7,5 %) (FMI). La banque centrale a relevé plusieurs fois son taux directeur et le gouvernement a décidé de plafonner les prix de certains biens essentiels (riz, sucre, farine) (Coface). Le déficit budgétaire s'est détérioré, passant de -2,9 % du PIB en 2021 à -6,5 % du PIB en 2022, et il devrait rester élevé malgré une baisse à -4,8 % du PIB en 2023 et à -4,7 % du PIB en 2024 (FMI). La dette publique a légèrement augmenté, passant de 53,1 % du PIB en 2021 à 53,8 % du PIB en 2022, et tout en restant élevée, elle devrait rester stable à 53,1 % du PIB en 2023 et 53,6 % du PIB en 2024 (FMI). Comme elle est presque exclusivement concessionnel, elle est considérée comme viable. En mars 2021, le FMI et les autorités malgaches se sont mis d'accord sur un programme à moyen terme d'environ 320 millions de USD dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC). Ce programme vise à soutenir la reprise, à préserver la stabilité macroéconomique, à reconstruire l'espace budgétaire et à faire avancer les réformes. La performance globale du programme est mitigée, car les réformes restent entravées par des capacités limitées et une mauvaise gouvernance (FMI). Le budget 2023 envisage un assainissement budgétaire progressif. Les autorités se sont également engagées à poursuivre le Madagascar Emergence Plan 2019/2023 retardé, qui vise à stimuler la croissance économique du pays à travers une augmentation des investissements publics et privés, le renforcement du capital humain et l'amélioration de la gouvernance. Parmi les défis socio-économiques persistants du pays figurent la pauvreté, la corruption et le déficit d'infrastructures.

L'OIT estime le taux de chômage à Madagascar en 2021 à 2,3% de la population active totale, mais les conditions de vie à Madagascar restent parmi les plus difficiles au monde. Selon la Banque mondiale, la pauvreté concerne plus de 80% de la population, la pandémie ayant aggravé la situation. La famine en cours dans le sud du pays est une préoccupation majeure. Les Malgaches ont une faible espérance de vie en raison de mauvaises conditions de vie, notamment en matière d'assainissement et d'hygiène. Selon WaterAid Madagascar, environ 70 % de la population n'a pas accès à un assainissement adéquat et environ 90 % des Malgaches n'ont pas accès à des toilettes améliorées. En conséquence, il existe un risque élevé de propagation des principales maladies infectieuses au sein de la population. Plus de la moitié des enfants du pays souffrent d'une forme grave de malnutrition. En outre, le pays reste extrêmement vulnérable aux chocs climatiques, tels que les ouragans, les inondations, les infestations acridiennes et les crises de santé publique. Le sud du pays est confronté à des problèmes de sécurité en raison de vols à main armée de bétail.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
<b>PIB</b> (milliards USD)	15,15	15,76	16,77	18,33	19,76
<b>PIB</b> (croissance annuelle en %, prix constant)	4,0	4,0	4,8	4,7	4,7
<b>PIB par habitant</b> (USD)	523	530	548	583	611
<b>Endettement de l'Etat</b> (en % du PIB)	55,1	54,0	53,5	54,2	54,8
<b>Taux d'inflation</b> (%)	n/a	10,5	8,8	8,1	7,4
<b>Balance des transactions courantes</b> (milliards USD)	-0,82	-0,62	-0,80	-0,88	-0,96
<b>Balance des transactions courantes</b> (en % du PIB)	-5,4	-3,9	-4,8	-4,8	-4,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database, October 2021

### LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Madagascar est le premier exportateur de vanille au monde. L'agriculture, y compris la pêche et la sylviculture, représente 24,7% du PIB et emploie 64% de la population selon les données de la Banque mondiale (même si la majorité des habitants pratiquent une agriculture de subsistance). La culture principale est le riz, cultivé sur près de la moitié des terres agricoles. Les principaux autres produits agricoles sont : le café, la canne à sucre, les clous de girofle, le cacao, le manioc, les haricots, les bananes, les arachides et les produits de l'élevage. Le secteur agricole est limité par une faible productivité due à l'utilisation minimale des techniques agricoles modernes, le manque d'infrastructures et une grande vulnérabilité aux fluctuations climatiques, mais bénéficie de nombreux investissements en cours visant à relever ces défis. La déforestation et l'érosion, aggravées par l'utilisation excessive de bois de chauffage, sont très préoccupantes.

Le secteur industriel contribue à 19,5% du PIB et emploie 9% de la population active (Banque mondiale). Elle est dominée par l'exploitation minière (pierres précieuses dont rubis, saphirs, émeraudes, etc.), le textile et l'agro-industrie. Les autres secteurs d'activité comprennent la fabrication de savon, la verrerie, le ciment, l'assemblage automobile, le papier et le pétrole.

Le secteur tertiaire contribue à 50,4% du PIB et emploie 27% de la population active. Le commerce a bien performé avant le ralentissement économique mondial (avec une croissance d'environ 5% par an), ainsi que le tourisme, qui est l'un des principaux atouts du pays et dont le potentiel est encore inexploité.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
<b>Emploi par secteur</b> (en % de l'emploi total)	73,9	10,4	15,7
<b>Valeur ajoutée</b> (en % du PIB)	22,4	22,4	48,0
<b>Valeur ajoutée</b> (croissance annuelle en %)	0,9	7,4	-4,8

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100%.

 Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service [Etudes de marché](#).

 Retrouvez tous les taux de change au jour le jour sur notre service [Convertisseur de devises](#).

## Indicateur de liberté économique

### = Définition

Note : 57,7/100

Rang mondial : 112

Rang régional : 17



Liberté économique dans le monde (carte interactive)

Source : Indice de liberté économique, Heritage Foundation

### RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par [Credimundi](#).

## Les sources d'information économique générale

Les ministères : Ministère de l'économie et des finances  
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage  
Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène  
Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat  
Ministère des transports, du tourisme et de la météorologie  
Ministère de l'Energie et du Pétrole

L'office de statistique : Institut national de la statistique

La banque centrale : Banque Centrale

Les places boursières : Mex Madagascar

Les portails économiques : Agence d'aide au développement économique  
Ministère de l'économie, de la finance et du budget

